

«Le risque bancaire en Europe demeure très inquiétant»



Finance Le professeur lausannois Michael Rockinger analyse les résultats du «stress test» mené par la Banque centrale européenne (BCE). Son verdict: «Ce travail n'est pas très sérieux.» Il en explique les raisons.

Vous avez pris connaissance des premiers résultats du «stress test» des banques européennes. Etes-vous rassuré ou restez-vous inquiet des résultats?

Sans surprise, on découvre que Monte dei Paschi, Royal Bank of Scotland (RBS) et Allied Irish Banks sont mal notées par le régulateur européen. Mais on ne trouve pas la Deutsche Bank alors que la chute de sa valeur boursière indique clairement que la banque est dans une phase très difficile. En fait, la méthode utilisée pose problème. Pour être franc, le régulateur a des dents de bébé et non celles du requin.

En quoi cette méthodologie est-elle en cause?

Sans entrer dans des détails techniques, pour le régulateur, la banque est «une boîte noire»; il se base sur les données fournies par les établissements mais sans que l'on puisse vérifier leur adéquation avec la réalité. On est confronté à une non-transparence sur la nature des statistiques. Je suis donc très sceptique quant à la validité de cette approche. Prenons un exemple, celui d'un portefeuille immobilier. Selon ce type de stress test, le régulateur ne se demande pas si les emprunteurs pourront rembourser. On fait confiance à la banque et à sa propre méthodologie d'évaluation du risque, pratiquée à l'interne. Or on l'a vu avec la crise des subprimes aux Etats-Unis, ces modèles internes étaient tout sauf réalistes. Imaginez, en France, qu'une industrie locale fasse faillite et provoque une crise bancaire régionale. Ce type d'enchaînements ou d'événements

en cascade, que l'on a rencontré durant la crise de 2008, n'est pas incorporé dans le modèle européen.

Vous voulez dire que ce stress test n'est pas assez sérieux et ne rend pas compte de la réalité, des risques encourus par les banques?

Oui, exactement. J'ai le sentiment qu'il s'agit d'une démarche très politique. D'ailleurs, il n'y a aucune sanction ni punition qui forceraient les banques à améliorer leur solvabilité. Heureusement, le marché, soit concrètement les investisseurs, semble être conscient des dangers réels. La chute de la valeur des actions des banques européennes, qui ont perdu globalement depuis 2014 la moitié de leur valeur boursière, démontre l'ampleur du problème.

A vous entendre, les Bourses pourraient de nouveau très mal réagir à ce stress test...

Oui, je ne serais pas surpris si, demain, les valeurs bancaires étaient une fois de plus sanctionnées. C'est ce qui s'est passé avec l'annonce des résultats du Credit Suisse. La banque a publié un document de 180 pages, qui manque totalement de clarté. On ne comprend pas vraiment ce qui se passe dans cette banque. La conséquence? L'information délivrée a été mal accueillie, et l'action a, une nouvelle fois, baissé. J'ai le sentiment que les investisseurs (le marché, ndlr) s'attendaient à ce que davantage de banques soient pointées du doigt par ce stress test. Ils risquent donc de mal réagir, ou à tout le moins de rester très soucieux et critiques à l'égard des banques. La fiabilité du régulateur est en question. Ce n'est pas une bonne nouvelle. Les incertitudes demeurent. Comme simple investisseur ou contribuable, nous avons de quoi nous inquiéter.

Les banques suisses ne font pas partie du test. Quelle lecture faites-vous des informations qu'elles ont fournies récemment?

Clairement, la situation du Credit Suisse est difficile et assez comparable à celle de la Deutsche Bank. Les résultats d'UBS sont bien meilleurs, et la qualité de l'information bien supérieure au Credit Suisse.

En raison des doutes sur la solvabilité des banques, la levée de capitaux risque d'être encore et toujours très difficile.

Oui, effectivement. Selon la nouvelle législation, les banques doivent d'abord trouver du capital auprès de leurs actionnaires ou créanciers et non plus auprès

de l'Etat. D'ailleurs, vous noterez que la banque la plus mal notée, Monte dei Paschi, a trouvé in extremis une solution avec le régulateur, quelques heures avant le rapport du stress test! L'autre cas extrême, c'est la Deutsche Bank. Sa situation est inquiétante. Elle devrait théoriquement couper très fortement dans ses activités peu ou pas rentables, mais, si elle le fait, elle se prive aussi de toutes perspectives de revenus. C'est un cercle vicieux dont on ne sait pas comment ses dirigeants vont sortir. Or vous constaterez que l'on ne trouve pas la Deutsche Bank dans les banques épinglées! Pourtant, à l'évidence, elle devrait y figurer.

Si le régulateur se montre plus sévère, ne prend-il pas le risque de provoquer une récession en Europe, en rendant plus difficile le prêt aux entreprises?

Oui, dans une certaine mesure, car de nouvelles exigences alourdissent les coûts pour le système bancaire. Mais, fondamentalement, je pense qu'il est dans l'intérêt de tous que le risque bancaire soit réduit drastiquement en Europe. C'est une épée de Damoclès. Un revolver pointé en permanence et qui crée de l'incertitude et nuit à la conjoncture. Voilà pourquoi il faut plaider pour des mesures énergiques, comme l'ont fait les Etats-Unis. L'Europe traîne depuis trop longtemps cette mauvaise situation. Il faut agir franchement.

La crise bancaire pourrait-elle finalement éclater à force d'être à chaque fois repoussée par le régulateur?

L'hypothèse ne peut pas être écartée. Prenez le cas de l'Italie. Cela fait plusieurs années que l'on pointe la mauvaise situation des banques, mais que rien ou presque n'est entrepris. Nous ne sommes pas à l'abri d'une récession qui frapperait les grands pays d'Europe, l'Allemagne par exemple, où le pouvoir d'achat a baissé pour une frange importante de la population. Le risque augmente avec le mécontentement social et la poussée des partis populistes. Le Brexit et la grande incertitude qu'il entraîne pèsent également de tout leur poids symbolique et financier. Il ne faut pas négliger ce contexte. Le scénario développé dans mon institut, qui teste la résistance des banques à une chute des marchés financiers de -40%, est certes très sévère mais réaliste en cas de récession et de troubles sociaux.

Quel serait le scénario idéal pour sortir de cette situation?

La première chose? Que le régulateur assume pleinement ses responsabilités et se montre plus sévère, avec de vraies dents. Le diagnostic posé, on peut agir. La solution idéale? Une intégration plus forte de l'Europe, la création d'une dette européenne dans laquelle on pourrait parquer les mauvaises créances des banques et assainir une fois pour toutes la situation. Nous en sommes très loin. Et j'ai malheureusement le sentiment que l'on continuera de repousser le problème en espérant que la situation économique s'améliorera. U

En dates

1961

Naissance

Michael Rockinger est marié et père d'un enfant.

1986

EPFL

Il étudie les mathématiques à l'EPFL, avant de rejoindre les sciences économiques à l'Uni de Lausanne.

1992

Harvard

De 1990 à 1992, il étudie à Harvard, où il obtient son doctorat.

1997-2002

Paris

Professeur à HEC Paris, et habilitation à la Sorbonne (2001).

Depuis 2002

HEC Lausanne

Il est professeur à HEC Lausanne, enseigne la finance, l'économétrie, l'asset pricing, notamment.

Pierre Veya pierre.veya@lematindimanche.ch